



ASIE/PAKISTAN - Appel de la Fédération des Associations pakistanaises en Italie au gouvernement italien afin qu'il « demande l'abrogation de la loi sur le blasphème au Pakistan »

Rome (Agence Fides) – Un appel arrive au gouvernement italien en provenance de la Fédération des Associations pakistanaises en Italie. Dans un message envoyé à Fides, Adan Farhaj Bakhsh, Président de la Fédération, demande au gouvernement italien de « s'activer auprès du gouvernement pakistanais et de demander l'abrogation de la loi sur le blasphème au Pakistan ». L'appel a été accueilli favorablement par une motion approuvée à l'unanimité par le Conseil régional de la région italienne des Marches. « La plainte du Président de la Fédération, qui a demandé notre soutien, est claire. Cette loi prévoit la peine de mort pour ceux qui manquent de respect au prophète Mahomet et se trouve souvent utilisée pour des vengeances et à des buts privés, s'abattant en particulier sur les minorités religieuses au Pakistan » affirme la motion, envoyée à Fides.

Le texte approuvé continue : « Les libertés de parole et de religion constituent un droit fondamental pour toute personne. Nous ne pouvons y demeurer indifférents. 85% des cas de plaintes pour blasphème sont des faux. Le chrétien Sawan Masih est l'une des plus récentes victimes de cette loi, au travers de laquelle il a été condamné à mort suite à des accusations injustes de blasphème. Les époux Shafqat et Shagufta Emmanuel, condamnés pour un message de texte (SMS) blasphématoire, et Asia Bibi, constituent seulement quelques-uns de ceux qui sont injustement détenus et sur lesquels pèsent une condamnation à mort pour blasphème. Chaque nation devrait élever la voix contre ces injustices et demander avec force au gouvernement pakistanais la libération des innocents incarcérés et l'abolition de cette loi inique qui suffoque l'essence de la liberté » conclut la motion. (PA) (Agence Fides 16/04/2014)